



# Sénégal

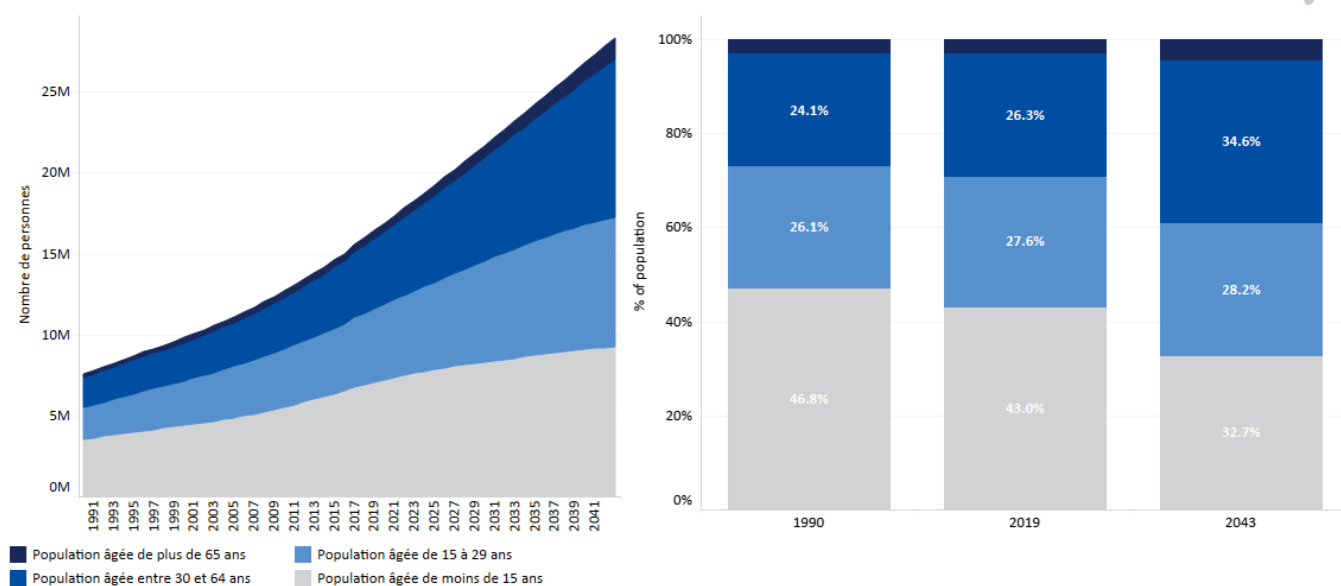
## Sénégal: Chemin Actuel

Enoch Randy Aikins

Last updated 17 October 2024 using IFs v7.84

## Sénégal: Chemin Actuel

Graphique 2: Structure de la population sur la trajectoire actuelle, 2019-2043



Source: IF 7,84 initialisé à partir des estimations des perspectives démographiques du UNPD et des données démographiques du WDI.

Le graphique 2 présente la structure par âge de la population jusqu'en 2043 (prévisions selon la trajectoire actuelle).

La population du Sénégal a plus que doublé, passant de 7,5 millions d'habitants en 1990 à 16,3 millions en 2019. Cela fait du Sénégal le septième pays le plus peuplé d'Afrique de l'Ouest et le 23<sup>e</sup> d'Afrique. En 2019, son taux de croissance démographique de 2,7 % (en baisse par rapport au niveau de 3 % en 1990) était le huitième d'Afrique de l'Ouest et le 17<sup>e</sup> taux de croissance démographique le plus élevé d'Afrique.

Le taux de fécondité au Sénégal est passé de 6,5 naissances par femme en 1990 à 4,6 naissances par femme en 2019, ce qui était légèrement supérieur à la moyenne des pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (de 4,3 naissances par femmes). En raison de ce taux élevé, la population compte une forte proportion de jeunes, comme c'est le cas dans la plupart des pays africains à revenu faible ou intermédiaire. En 2019, 43,7 % de la population sénégalaise était âgée de moins de 15 ans, tandis que 55 % appartenaient à la tranche d'âge des 15 à 64 ans (en âge de travailler) et 3,1 % étaient âgés de plus de 65 ans. Une comparaison avec les données de 1990 révèle que la structure de la population du Sénégal n'a pas fondamentalement changé au cours des trois dernières décennies, probablement en raison du taux de fécondité élevé associé à de mauvais résultats en matière de santé.

L'explosion démographique de la jeunesse (le rapport entre la population âgée de 15 à 29 ans et la population adulte totale) au Sénégal s'élevait à environ 47,8 % en 2019—un chiffre en légère baisse par rapport au niveau de 49 % en 1990, mais supérieur à la moyenne de 46 % en Afrique et de 47 % en Afrique de l'Ouest. L'âge médian au Sénégal en 2019 était de 18,2 ans, soit une augmentation par rapport à l'âge médian de 16,3 ans enregistré en 1990. Ce chiffre se situe au-dessus de la moyenne de 18 ans en Afrique de l'Ouest, mais en dessous de l'âge médian de 19,7 ans en Afrique. Le groupe de personnes en âge de travailler, qui représente la plus grande part de la population, associé à la population jeune, peut constituer une source potentielle de croissance, à condition que la main-d'œuvre soit bien formée et qu'un nombre suffisant d'emplois soient créés.

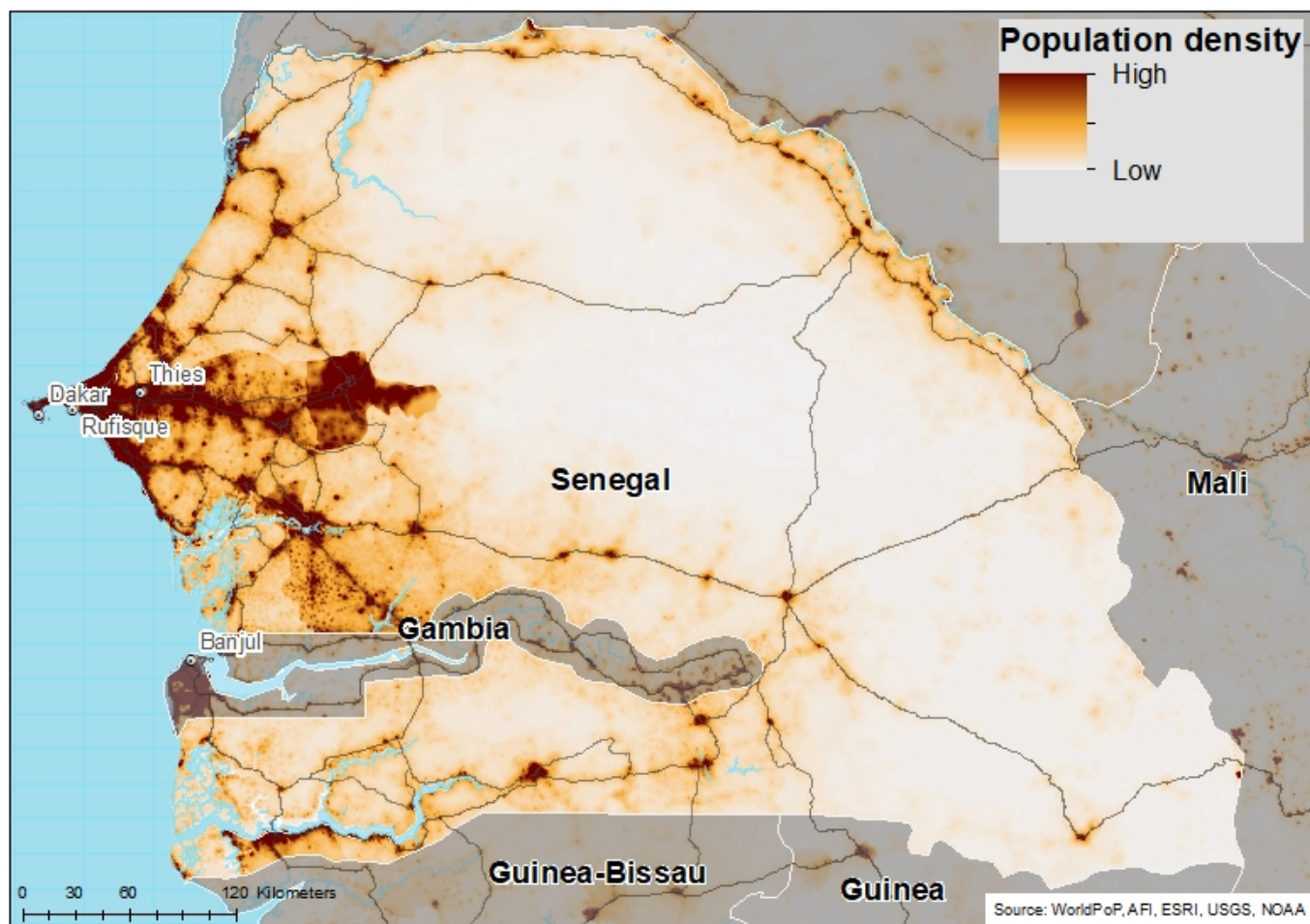
Cependant, ce taux de croissance impressionnant au fil des ans n'a pas généré le nombre d'emplois nécessaire pour



absorber la hausse de la main-d'œuvre dans le pays. Ainsi, la demande d'emploi est deux fois plus importante que l'offre, car la population jeune et en croissance rapide continue d'exercer une pression sur ce secteur. Le chômage est élevé chez les femmes et les jeunes, avec un taux estimé à environ 22 % et 16 %, respectivement. Cela s'explique en partie par un déficit de compétences sur le marché du travail dû à une formation qui ne correspond généralement pas aux exigences du marché du travail.

Le taux de croissance démographique du Sénégal devrait tomber à 1,8 % d'ici 2043, et la population totale devrait atteindre 28,2 millions de personnes d'ici 2043 selon la trajectoire actuelle. D'ici là, l'âge médian devrait atteindre près de 24 ans et la proportion de jeunes devrait chuter à 42 %. La proportion de personnes de moins de 15 ans diminuera à 32,7 %, tandis que la part de la population active et de la population âgée de 65 ans et plus augmentera respectivement à 62,8 % et 4,5 % d'ici 2043. Une croissance démographique aussi rapide entrave le développement et condamne le Sénégal à des améliorations très modestes des revenus moyens, compte tenu des exigences imposées au fisc pour répondre aux besoins de la population en croissance rapide.

Graphique 3 : Carte de répartition de la population, 2022

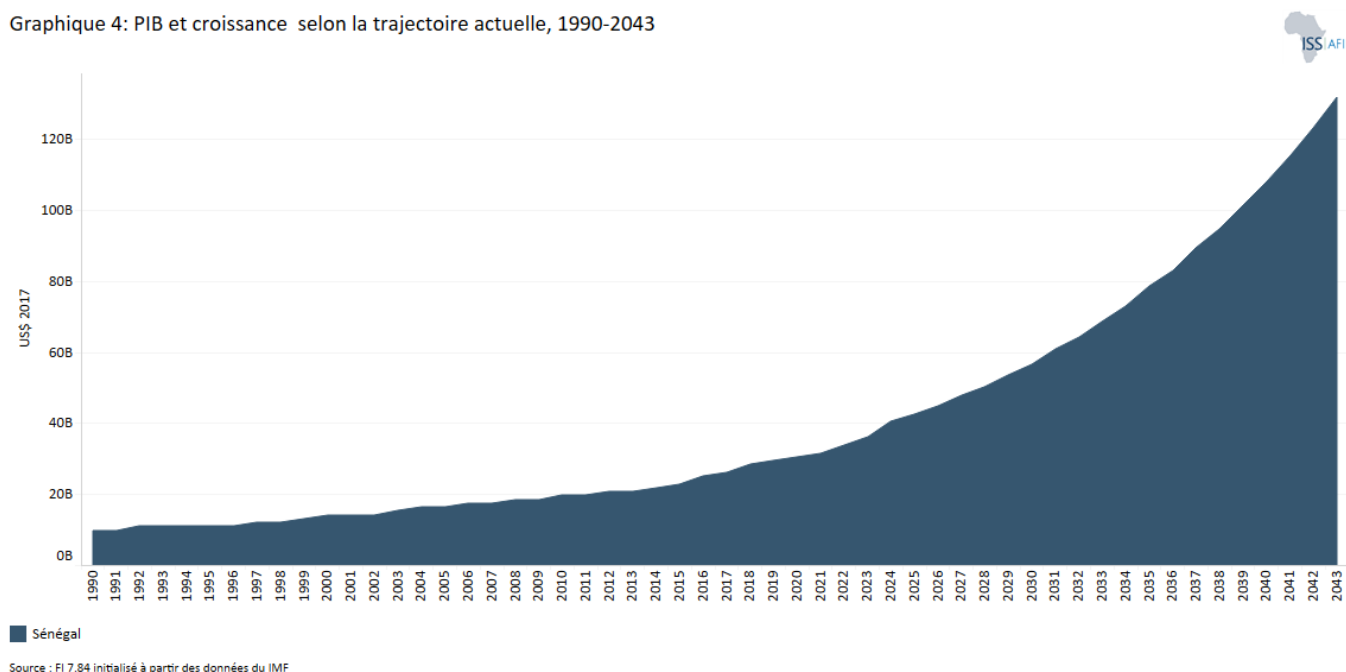


Le graphique 3 présente une carte de densité de population.

Le Sénégal possède un climat relativement sec et son littoral longe l'océan Atlantique, à l'extrême ouest du Sahel. Il s'agissait en 2019 du huitième pays le plus densément peuplé d'Afrique de l'Ouest et du dix-neuvième pays le plus densément peuplé d'Afrique. Sa densité de population estimée à 0,83 personne par hectare en 2019 était supérieure à la moyenne africaine, qui s'établit à 0,44 personne par hectare. La ville portuaire de Dakar, sur l'océan Atlantique, présente une superficie totale réduite de 83 km<sup>2</sup> pour une population supérieure à un million d'habitants, soit plus de 25 % de la

population totale du Sénégal. Dakar est la seule ville sénégalaise de plus d'un million d'habitants, suivie de Touba avec une population d'environ 800 000 personnes. Parmi les autres villes densément peuplées figurent Pikine et Thiès. Les autres régions sont peu peuplées, la plupart des villes comptant moins de 300 000 habitants. Par exemple, la densité de population dans la région de Tambacounda n'est que de onze habitants au kilomètre carré. Parmi les autres zones peu peuplées, l'on peut citer Matam, Kédougou, Pout, Sali et Sebikotane[x]. La densité de population du Sénégal devrait atteindre 1,5 personne par hectare d'ici 2043, ce qui est presque comparable à la moyenne prévue en Afrique de l'Ouest

Graphique 4: PIB et croissance selon la trajectoire actuelle, 1990-2043



Le graphique 4 présente la taille de l'économie du Sénégal depuis 1990 avec son évolution prévue jusqu'en 2043, y compris le taux de croissance associé.

L'économie sénégalaise tourne traditionnellement autour d'une seule culture de rente, à savoir l'arachide. Cela rend l'économie vulnérable aux fluctuations des prix internationaux des matières premières et aux chocs externes. Cependant, le gouvernement s'est efforcé de diversifier à la fois les cultures commerciales et l'agriculture de subsistance en soutenant le développement de produits tels que le coton et la canne à sucre et en promouvant les secteurs non agricoles. La pêche, les phosphates et le tourisme sont devenus des sources majeures de devises depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle.

En 2019, l'économie sénégalaise était la quatrième d'Afrique de l'Ouest après le Nigeria, la Côte d'Ivoire et le Ghana, et la treizième parmi les 23 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. Son PIB mesuré aux taux de change du marché (TCM) a presque triplé, passant de 9,2 milliards de dollars en 1990 à 29,4 milliards de dollars en 2019. Le taux de croissance moyen du PIB au cours de cette période est estimé à 3,7 % par an, soit un taux inférieur à la moyenne de 3,9 % pour les pays à revenu intermédiaire en Afrique. L'économie du pays a connu une forte croissance ces dernières années. Entre 2014 et 2018, elle a progressé de plus de 6 % par an—une performance historique occasionnée par la mise en œuvre du Plan Sénégal émergent (PSE) lancé en 2014. Cet exploit remarquable peut être attribué aux diverses réformes structurelles dans le secteur agricole et industriel lancées grâce au PSE.

Comme dans de nombreux pays, ces fortes perspectives de croissance économique ont été tronquées par la pandémie de COVID-19 en 2020. Les mesures et protocoles restrictifs institués pour contrôler le virus ont réduit les activités économiques, entraînant une contraction du PIB de 1,3 % en 2020 – soit la plus forte baisse depuis une décennie. L'économie s'est rapidement redressée, avec une croissance de 6,5 % en 2021, mais a chuté à 4,2 % en 2022. Le

ralentissement de 2022 est imputable à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a aggravé les dommages infligés à l'économie par la pandémie de COVID-19, en particulier sur les prix des matières premières. Cette conjoncture a entraîné une dégradation des termes de l'échange et une hausse de l'inflation, des déficits budgétaires et de l'encours de la dette. L'inflation annuelle a atteint en 2022 un sommet inédit depuis plusieurs décennies de 14,1 %, principalement en raison de la forte inflation des produits alimentaires, qui représentent près de la moitié du panier de l'indice des prix à la consommation et ont augmenté de 15 % en 2022.

Des dépenses publiques considérables, notamment les subventions aux carburants et à l'électricité, associées à une augmentation de 20 % des salaires du secteur public, ont conduit à un important déficit budgétaire et à une dette publique largement financée par des emprunts extérieurs. Le ratio dette/PIB du pays est passé de 28,5 % à 63,9 % entre 2010 à 2019 et a atteint 69,1 % en 2020 du fait des dépenses liées au COVID-19. Fin 2022, la dette publique totale était estimée à environ 75,2 % du PIB, au-dessus du seuil de viabilité de la dette de 70 % pour les économies émergentes.

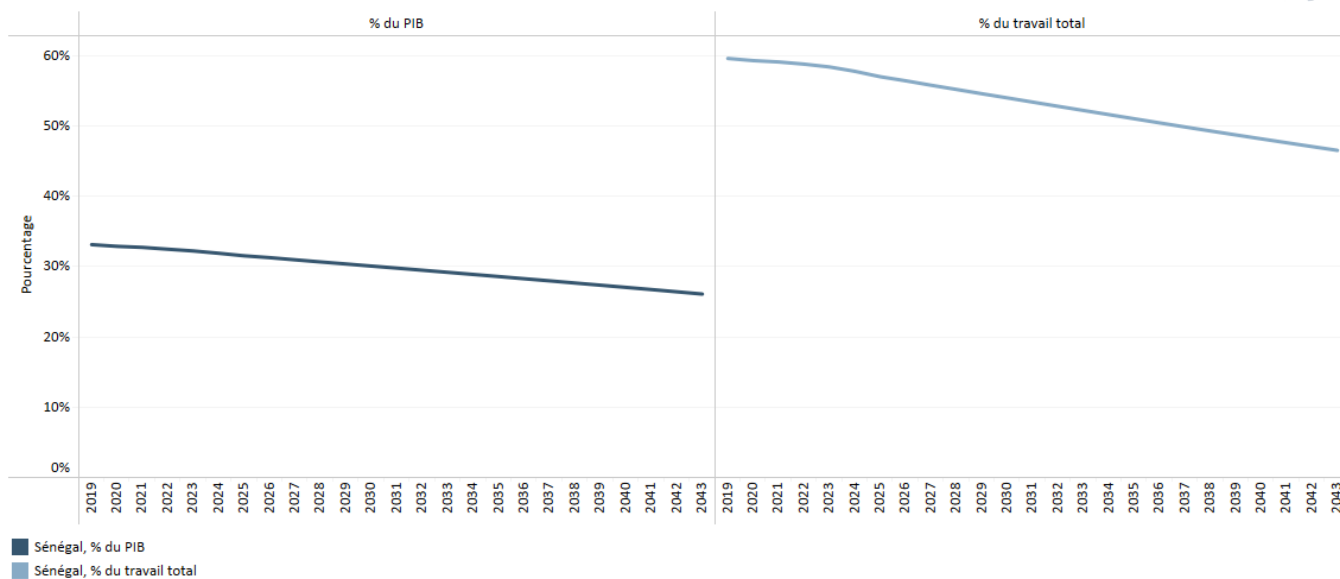
Les principaux défis structurels auxquels le pays est confronté comprennent les aléas climatiques (sécheresses, inondations, élévation du niveau de la mer et érosion côtière), la fluctuation des prix des matières premières, un déficit commercial et courant élevé, un important déficit budgétaire et une dette croissante associée. La faible productivité et le niveau élevé d'activités informelles entravent la transformation structurelle de l'économie sénégalaise. L'instabilité politique et l'insécurité grandissante en Afrique de l'Ouest menacent également la paix, la stabilité et le développement à long terme du Sénégal.

Le gouvernement est désormais confronté à la lourde tâche d'atténuer l'impact socioéconomique de la pandémie de COVID-19, de promouvoir une croissance durable et inclusive et de traduire ces acquis en réduction de la pauvreté et des inégalités, tout en répondant à ses besoins de développement à long terme et en garantissant la viabilité de la dette. Avec l'assouplissement des restrictions liées au COVID-19 et le soutien des donateurs, l'économie devrait rebondir car le Sénégal dispose toujours d'un fort potentiel de croissance. Le pays fait face à un avenir optimiste avec une croissance économique qui devrait rebondir à 5,3 % en 2023, ce qui en ferait l'une des économies les plus dynamiques d'Afrique subsaharienne. Cette forte croissance économique sera stimulée par l'émergence de l'exploration pétrolière et gazière, qui a été retardée par la pandémie de COVID-19. Selon les prévisions, la croissance économique devrait s'accélérer pour atteindre 10,6 % en 2024 et 7,4 % en 2025, principalement grâce à la production de pétrole et de gaz. Cet essor sera toutefois de courte durée[x].

Dans le cadre des mesures d'assainissement budgétaire, le gouvernement a adopté une feuille de route visant à échelonner les subventions énergétiques d'ici 2025 et à abandonner les financements non concessionnels au profit d'un financement plus national sur le marché régional. Le pays a également signé un accord de financement de 36 mois avec le Fonds monétaire international (FMI) d'une valeur de 1,5 million de dollars reposant sur trois piliers principaux : 1) consolidation budgétaire et réduction de la dette, 2) amélioration de la gouvernance du secteur public et lutte contre le blanchiment d'argent et 3) promotion d'une croissance inclusive tirée par le secteur privé.

Selon la trajectoire actuelle, le PIB du Sénégal devrait plus que quadrupler pour atteindre 132 milliards de dollars d'ici 2043. Cette augmentation du PIB reflète la forte croissance économique attendue au cours des 24 prochaines années.

Graphique 5: Taille de l'économie informelle en pourcentage du PIB et en pourcentage de la main d'œuvre totale (non agricole), 2019-2043..



Source: IFs 7.84 initialisant à partir des données d'Elgin et Oztunali (2008) et de Schneider et Enste (2012).

Le graphique 5 présente la taille de l'économie informelle en pourcentage du PIB, ainsi que le pourcentage de la main-d'œuvre non agricole totale participant à cette économie. Voir également le graphique 33 qui présente l'impact du scénario combiné sur le secteur informel.

Les estimations et les données sur le secteur informel sont souvent peu fiables et doivent être traitées avec prudence. Les chercheurs font généralement la distinction entre l'économie souterraine et l'économie informelle. Selon l'OIT : « L'économie informelle se réfère à toutes les activités économiques exercées par des travailleurs et des unités économiques qui – en vertu de la législation ou de la pratique – ne sont pas couvertes ou pas insuffisamment couvertes par des dispositions formelles. » Lorsque les données ne sont pas disponibles, la plateforme IFs réalise une estimation. Il convient de noter que la définition de l'emploi dans l'économie informelle établie par l'OIT exclut le secteur agricole.

Comme dans la plupart des pays africains, le secteur informel est une bouée de sauvetage pour de nombreuses personnes au Sénégal. Selon un rapport de l'OIT de 2020, neuf travailleurs sur dix au Sénégal occupent un emploi informel et 97 % des chaînes de valeur économiques non agricoles opèrent dans l'économie informelle. Un rapport plus récent de l'OIT de 2022 le confirme, indiquant que 96 % de la population économiquement active se trouve dans le secteur informel. L'économie informelle se compose principalement de travailleurs journaliers. Beaucoup n'ont pas de contrat et ne bénéficient d'aucune forme de filet de protection sociale.

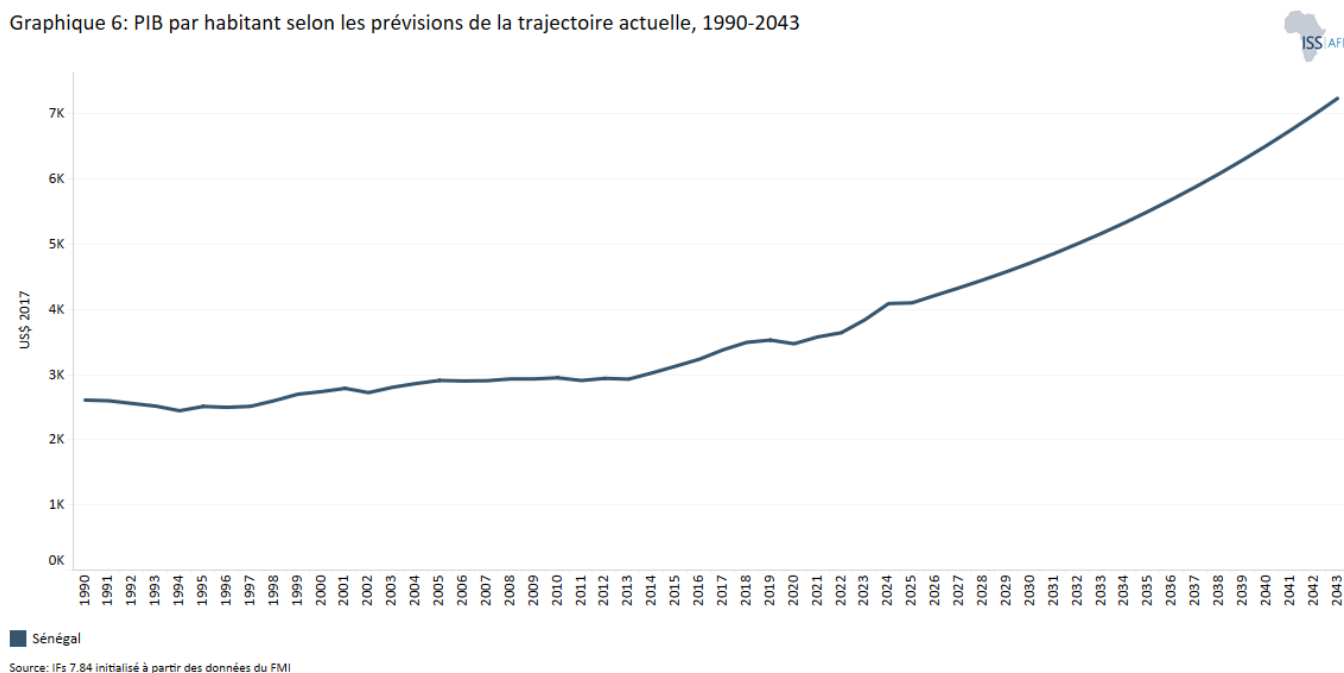
L'économie informelle au Sénégal est également dominée par les femmes, notamment dans la capitale, Dakar. Les groupes de travailleurs du secteur informel comprennent les travailleurs domestiques, les commerçants des marchés, les travailleurs à domicile, les vendeurs ambulants, les ramasseurs de déchets et les travailleurs des transports. Rien qu'à Dakar, ces six groupes constituent 77 % des emplois<sup>[4]</sup>.

En 2019, le secteur informel au Sénégal représentait environ 33 % du PIB, soit plus que la moyenne de 29,5 % pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. Parmi les 23 pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le Sénégal possède le neuvième secteur informel en importance, ce qui suggère qu'il parvient moins bien à formaliser son économie que la moyenne des autres pays africains du même groupe de revenu. Le secteur informel devrait diminuer légèrement pour atteindre 26,1 % du PIB d'ici 2043, soit un recul de près de sept points de pourcentage sur une période de 24 ans. Cette réduction projetée de la taille de l'économie informelle est de bon augure pour les

recettes publiques. Au cours de la période de prévision, le Sénégal affichera des résultats relativement médiocres par rapport à ses pairs à revenu intermédiaire inférieur, même s'il finira par combler l'écart. En 2043, le Sénégal aura le dixième plus grand secteur informel parmi les pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

Bien que l'économie informelle fournisse un filet de sécurité à une population nombreuse et croissante en âge de travailler dans le pays, elle entrave la croissance économique. La réduction de l'informalité permettra à davantage de personnes de bénéficier de meilleurs salaires et de mesures redistributives. Les autorités doivent donc prendre des mesures pour diminuer la taille de l'économie informelle en réduisant les obstacles à l'enregistrement d'une entreprise, en luttant contre la corruption et en améliorant l'accès au financement.

Graphique 6: PIB par habitant selon les prévisions de la trajectoire actuelle, 1990-2043

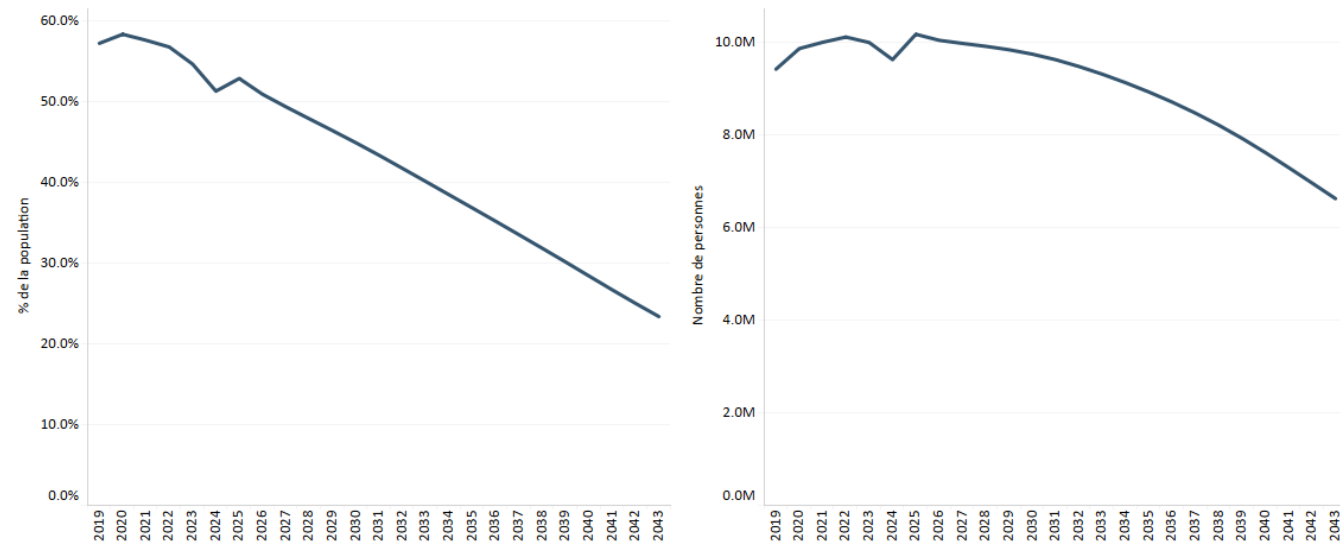


Le graphique 6 présente le PIB moyen par habitant depuis 1990 et les prévisions selon la trajectoire actuelle jusqu'en 2043.

Malgré ses limites, le PIB par habitant permet généralement de mesurer le niveau de vie et constitue l'indicateur le plus largement utilisé et accepté pour comparer le bien-être entre les pays. En parité de pouvoir d'achat (PPA), le PIB par habitant du Sénégal, de 3 546 dollars en 2019, est le septième plus faible PIB par habitant parmi les 23 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique et s'avère 89 % inférieur à la moyenne de 6 708 dollars pour les pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Ce chiffre représente une amélioration de 36 % par rapport aux 2 609 dollars enregistrés en 1990. La hausse du PIB par habitant au cours de ces années est principalement due au taux de croissance économique moyen de 3,7 % qui dépasse le taux de croissance démographique moyen sur la période.

Selon la trajectoire actuelle, le Sénégal connaîtra une amélioration considérable de son PIB par habitant due à la forte croissance économique prévue. D'ici 2043, son PIB par habitant devrait plus que doubler pour atteindre 7 239 dollars, ce qui le positionnerait au 12<sup>e</sup> rang parmi les pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, soit cinq places au-dessus de son classement de 2019. À ce rythme, le PIB par habitant du pays ne sera inférieur que de 1 663 dollars à la moyenne de 8 902 dollars pour les pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. La hausse du PIB par habitant attendue au cours des 24 prochaines années est due aux perspectives de croissance économique élevées du Sénégal.

Graphique 7: Extrême pauvreté dans la trajectoire actuelle en pourcentage de la population et en nombre, 2019-2043



■ Sénégal

Source: IFS 7.84 initialisé à partir des estimations des perspectives démographiques du UNPD, données WDI et PovcalNet.

Le graphique 7 présente le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, également exprimé en pourcentage de la population.

En 2015, la Banque mondiale a adopté un montant de 1,90 USD par personne et par jour (aux prix de 2011 calculés sur la base du RNB), également utilisé pour mesurer les progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 1 visant à éradiquer l'extrême pauvreté. En 2022, la Banque mondiale a actualisé ce seuil de pauvreté international à 2,15 USD en dollars constants de 2017. Les seuils de pauvreté pour les différents groupes de pays ont également été revus comme suit :

3,20 USD pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, désormais 3,65 USD en valeur de 2017.

5,50 USD pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, désormais 6,85 USD en valeur de 2017.

22,70 USD pour les pays à revenu élevé. La Banque n'a pas encore annoncé le nouveau seuil de pauvreté en dollars de 2017 pour les pays à revenu élevé.

Cette étude utilise 1,90 USD et 3,20 USD.

Le Sénégal se classait au 170<sup>e</sup> rang sur 191 pays selon l'indice de développement humain en 2022, soit en dessous de la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne. En tant que pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le Sénégal utilise le seuil de 3,20 dollars pour mesurer l'extrême pauvreté. En 2019, 9,3 millions de Sénégalais, soit 57,3 % de la population, vivaient sous le seuil de pauvreté de 3,20 dollars, ce qui est inférieur à la moyenne de 60,6 % pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. La pauvreté est plus répandue dans les zones rurales que dans les centres urbains. Environ 66 % des personnes résidant dans les zones rurales sont considérées comme pauvres, contre 25 % à **Dakar**. La pauvreté au Sénégal est également concentrée parmi les groupes ethniques minoritaires. Par exemple, des groupes ethniques comme les Pulaar et les Sareer courent un risque de pauvreté chronique de 83 % à 80 %.

Les causes profondes de la pauvreté au Sénégal incluent des taux de chômage élevés, une forte dépendance à l'égard du secteur agricole, des facteurs environnementaux et un accès limité aux services sociaux tels que les soins de santé et l'aide



sociale, en particulier dans les zones rurales. Les troubles civils, en particulier dans la région de la Casamance, et le manque d'inclusion financière sont d'autres facteurs sous-jacents du taux de pauvreté élevé dans le pays. Le travail des enfants et le manque d'éducation contribuent également à la pauvreté au Sénégal, tout comme l'ampleur du secteur informel et la faible qualification de la main-d'œuvre.

Pour lutter contre les forts taux de pauvreté, le gouvernement sénégalais a lancé le Programme national de bourses de sécurité familiale, qui vise à renforcer la résilience des citoyens les plus vulnérables face à la pauvreté chronique et aux chocs économiques. Le sous-développement du secteur agricole constitue cependant un frein important à la réduction de la pauvreté dans le pays. En effet, près de 75 % des personnes pauvres résident dans les zones rurales et dépendent de ce secteur pour leur subsistance.

En raison de la pauvreté, de nombreux Sénégalais émigrent vers d'autres pays à la recherche de meilleures perspectives économiques. Avec leur industrie pétrolière en plein essor, des pays comme la Libye et la Mauritanie ont été des destinations prisées par le passé. D'autres Sénégalais émigrent vers la France, l'Italie et l'Espagne en quête de meilleures opportunités.

Selon la trajectoire actuelle, le Sénégal devrait parvenir à réduire la pauvreté plus rapidement que la moyenne des pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Le taux de pauvreté s'établira ainsi à 23,4 % (l'équivalent de 6,6 millions de Sénégalais) d'ici 2043, soit environ 15 % en dessous de la moyenne de 38,3 % pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique.

#### Graphique 8 : Plan national de développement du Sénégal

Le Sénégal s'est doté d'un cadre de développement à long terme appelé Plan Sénégal émergent (PSE) qui s'étend de 2014 à 2035. Le PSE est une initiative de développement stratégique lancée par le gouvernement pour transformer l'économie du pays et promouvoir le développement durable. La vision globale du plan est de faire du Sénégal d'ici 2035 une économie émergente qui se caractérisera par un développement et une croissance inclusifs, associés à de meilleures conditions de vie. Les trois piliers s'articulent autour des éléments suivants :

- 1) la transformation structurelle de l'économie
- 2) le capital humain, la protection sociale et le développement durable et
- 3) la réforme institutionnelle, la gouvernance et la sécurité.

Des secteurs clés sont identifiés, notamment l'agriculture, la pêche, l'exploitation minière, l'énergie, le tourisme, les technologies de l'information et des communications (TIC) et les infrastructures. Le gouvernement a également mis en place des mécanismes de suivi et d'évaluation des progrès dans le cadre du plan afin d'assurer une mise en œuvre efficace.

Outre la vision à long terme, le Sénégal publie des plans de développement à moyen terme appelés Plan d'Actions Prioritaires (PAP). Le plus récent couvre la période de 2025 à 2029. Les premières sections de ce document présentent sur:

- Un modèle économique fragile avec une faible création de valeur : les principales préoccupations sont la liberté économique; Prospérité; Croissance économique; Finances publiques; et Financement de l'économie.

- Faible capital humain et modèle social inéquitable: les principales préoccupations sont la pauvreté; Capital humain; Santé; Protection sociale; et Accès aux services de base.
- Mauvaise gestion des terres et défis environnementaux: les principales préoccupations sont la durabilité environnementale; et l'urbanisation.
- Un modèle de gouvernance fragile qui entrave le développement: les principales préoccupations sont l'administration publique; Gouvernance politique et judiciaire; et la gouvernance territoriale.

La deuxième partie traite de la mise en œuvre de la stratégie à moyen terme:

- Cadre stratégique: les principales préoccupations sont l'environnement mondial, continental et national; Stratégie à long terme; et axes stratégiques.
- Mise en œuvre de la stratégie: les principales préoccupations sont le cadre macroéconomique; Politique de la dette; Plan d'Actions Prioritaires (PAP); Territorialisation des dépenses publiques; et développement du secteur privé.

Dans le passé, le pays a également mis en œuvre d'autres plans à moyen terme tels que la Stratégie nationale de développement économique et social (SNDES) de 2013 à 2017 et la Politique sectorielle de développement de la gouvernance locale, du développement et de l'aménagement du territoire de 2015 à 2020. Ces plans et stratégies visent à transformer l'économie, à améliorer le capital humain, à promouvoir la protection sociale et le développement durable, à assurer la bonne gouvernance et à renforcer le développement global du [pays](#).

## Donors and sponsors



### Reuse our work

- All visualizations, data, and text produced by African Futures are completely open access under the [Creative Commons BY license](#). You have the permission to use, distribute, and reproduce these in any medium, provided the source and authors are credited.
- The data produced by third parties and made available by African Futures is subject to the license terms from the original third-party authors. We will always indicate the original source of the data in our documentation, so you should always check the license of any such third-party data before use and redistribution.
- All of our charts [can be embedded](#) in any site.

### Cite this research

Enoch Randy Aikins (2025) Sénégal. Published online at [futures.issafrica.org](https://futures.issafrica.org). Retrieved from <https://futures.issafrica.org/special-reports/other/Senegal3/> [Online Resource] Updated 17 October 2024.



## About the authors

Mr Enoch Randy Aikins joined the AFI in May 2021 as a Researcher. Before that, Enoch was a research and programmes officer at the Institute for Democratic Governance in Accra in charge of local governance reforms, poverty and inequality and public sector reforms. He also worked as a research assistant (economic division) with the Institute for Statistical Social and Economic Research at the University of Ghana. Enoch's interests include African politics and governance, economic development, public sector reform, poverty and inequality. Enoch is a Young African Fellow at the School of Transnational Governance, European University Institute in Florence and has an MPhil in economics from the University of Ghana, Legon.

## About African Futures & Innovation

Scenarios and forecasting can help Africa identify and respond to opportunities and threats. The work of the African Futures & Innovation (AFI) program at the Institute for Security Studies aims to understand and address a widening gap between indices of wellbeing in Africa and elsewhere in the world. The AFI helps stakeholders understand likely future developments. Research findings and their policy implications are widely disseminated, often in collaboration with in-country partners. Forecasting tools inspire debate and provide insights into possible trajectories that inform planning, prioritisation and effective resource allocation. Africa's future depends on today's choices and actions by governments and their non-governmental and international partners. The AFI provides empirical data that informs short- and medium-term decisions with long-term implications. The AFI enhances Africa's capacity to prepare for and respond to future challenges. The program is headed by Dr Jakkie Cilliers.